

ARGENTINE

Nouvelles données par nos camarades argentins dans leur journal : *La Verdad*, du 29 octobre.

Chez Citroën, à Buenos Aires, un délégué syndical est mis trois jours à la porte pour « avoir empêché ses camarades d'augmenter les bases de production » et après avoir été insulté. Les travailleurs unanimes commencent une grève illimitée. Afin d'aider les ouvriers de Citroën dans cette lutte, nos camarades demandent au syndicat des travailleurs de l'automobile « de déclarer l'état d'alerte et de voter l'aide économique immédiate, d'organiser des assemblées tous les deux jours pour préparer chaque étape ; de former des groupes de camarades chargés de rencontrer les ouvriers des autres fabriques, des piquets. Le patronat ayant menacé les 520 ouvriers de renvoi, nos camarades insistent pour que toutes les mesures nécessaires soient prises afin de préparer les nombreux jours de conflit.

BOLIVIE

Le dernier numéro de *Lucha Obrera*, organe du POR (section bolivienne de la Quatrième Internationale) rend hommage au « Che » et lance un appel pour que « se lève une autre armée ouvrière et populaire ».

Tandis qu'une terrible vague de répression s'abat, notamment sur le POR, on apprend que les étudiants de l'Université de San Simon de Cochabamba, groupés dans le FUL, ont déclaré le camarade Che Guevara « citoyen et patriote bolivien ».

A propos de la guérilla, nos camarades écrivent : « Il faut la renforcer. Elle n'est pas une aventure. Elle est issue du processus politique bolivien... Il faut qu'un front de gauche solidaire de la guérilla, se constitue. Il faut organiser des comités pro-guérilla, apportant argent, médicaments, aliments, linée aux combattants de Nancahuazu ».

Le POR propose la constitution d'un front : PC, PRIN, ouvriers et intellectuels, qui pourra lutter dans le cadre de l'OLAS.

« Toute hésitation est criminelle » y est-il conclu. La dernière page de *Lucha Obrera* reprend l'appel aux partis communistes, au PRIN, aux travailleurs et aux intellectuels de gauche pour structurer un front de gauche « A bas le sectarisme. La guérilla et l'ELN ont besoin d'un appui immédiat ! »

La situation dans les mines.

Les mines gardées par la police, sont de véritables prisons pour les mineurs. Le terrorisme militaire les oblige à travailler dans des conditions lamentables.

Avec des salaires diminués de 50 %, un personnel réduit de 30 %, les ou-

vriers doivent produire plus qu'en 1964.

Le POR a entrepris dans les mines des tâches d'ordre syndical et de lutte armée.

Il appelle à reformer des comités syndicaux clandestins, sans oublier que la lutte des mineurs doit être liée à la guérilla.

Les mines doivent s'incorporer à la lutte armée à partir de l'expérience des *milices* syndicales, en ajoutant la création de commandos et de piquets armés.

La consigne du POR est la suivante :

Réorganisation clandestine du mouvement ouvrier minier, formation de piquets armés pour des actions défensives et offensives contre l'ennemi.

Notre nouvelle permanence se tient :

95, rue du Faubourg Saint-Martin, PARIS X^e

Téléphone : COM. 70-09

FRANCE

Le Comité central du P.C.I. (section française de la IV^e Internationale) s'est réuni au début du mois de décembre. Il a entendu et discuté un rapport d'organisation dressant un bilan de notre activité.

Ce bilan ne saurait être résumé en quelques lignes ; disons néanmoins qu'il a permis un examen critique de l'activité des trotskystes dans divers secteurs : celui de la lutte anti-impérialiste qui de plus en plus échappe au contrôle de la bureaucratie du P.C.F., celui de la jeunesse où les idées révolutionnaires progressent rapidement, celui des luttes sociales dont le développement s'accompagne de la floraison de multiples courants critiques.

Pour faire face à des tâches nouvelles, le Comité central a décidé d'élargir le Bureau politique et, en conséquence, a procédé à l'élection de deux nouveaux membres à la direction du P.C.I.

Le « durcissement » des mots d'ordre du P.C.F. contre la guerre du Vietnam, que nous avons signalé, est à peu près transmis jusqu'à la base. Il est désormais admis que l'objectif est « l'indépendance et la paix au Vietnam », et que la lutte pour l'indépendance implique un soutien actif. Ce changement appréciable remet implicitement en cause, dans la mesure où les militants reprennent et appliquent les mots d'ordre, la politique de coexistence pacifique : pour y pallier, la direction du P.C.F. a expédié à la base des orateurs chargés de montrer que la politique de coexistence pacifique comporte en particulier le soutien actif à la lutte des Vietnamiens, que ceux qui y voient une contradiction (Guevara ou bien le C.V.N.) ne sont que des aventuriers ou des gauchistes.

Les mots d'ordre ayant changé, il faut aussi expliquer pourquoi : les mêmes orateurs tentent de démontrer que le parti est resté sur la même ligne, mais que c'est la situation qui a changé. Selon eux, on pourrait maintenant soutenir le F.N.L. parce qu'il a un programme large pour les masses. Il est facile de réfuter cet argument en montrant notamment qu'en 1960 le F.N.L. avait déjà un programme à peu près identique à celui qui a été publié cet été ; en montrant également que le changement d'attitude de la direction du P.C.F. à l'égard des Vietnamiens est antérieur à la publication du programme. C'est en mai, aux Etats généraux pour la paix, que Waldeck Rochet a « reconnu » le F.N.L. comme « seul représentant du peuple vietnamien ».

Le durcissement des mots d'ordre du P.C.F. coïncide avec une aide accrue de l'U.R.S.S. elle-même coïncidant avec les plus récents degrés de l'escalade atteints par les U.S.A. au Vietnam et l'indignation du mouvement ouvrier devant la patience du Kremlin face à cette guerre atroce. Il fallait, qu'à peine d'être débordés, l'U.R.S.S. et les partis stalinistes s'efforcent d'apparaître comme les meilleurs défenseurs de la Révolution vietnamienne. Et c'est probablement parce que le tournant était pris par la bureaucratie soviétique que des membres de la direction du P.C.F. ont pu prendre un certain nombre d'initiatives. Ainsi René Piquet signait-il l'appel du Milliard avant d'avoir l'accord du Bureau politique, et c'est le même homme qui, le 26 novembre 1967, à la manifestation des Jeunesses communistes, déclarait que la lutte du peuple vietnamien « est aussi la nôtre », petite phrase à relent internationaliste dont le Bureau politique n'est pas coutumier.



AILLERET ET LA

Il est peu courant qu'un article de la Revue de Défense nationale suscite une polémique dans toute la presse, mais il est vrai que celui du général Ailleret (décembre 67), s'il est fort court, est attribué dans son esprit sinon dans sa rédaction à de Gaulle lui-même, et ce qu'il définit c'est toute la stratégie, voire la philosophie de la politique militaire française d'aujourd'hui.

L'opposition a commenté cet article et y a répliqué, mais de la façon la plus superficielle, sans reconnaître ce qu'il contient d'exact dans ses prémisses, et surtout sans mettre le doigt sur ses inconséquences, ce qui, il est vrai, ne peut amener qu'à des conclusions toutes différentes, et opposées, à celle de l'adité opposition.

Quand Ailleret avance l'idée que les stratégies françaises du passé ont été conçues contre un seul ennemi et que, désormais, cela n'est plus vrai parce que l'U.R.S.S. ne constitue plus l'agresseur conjoncturellement probable, il est clair qu'il a raison mais que les atlantistes (et avant tout les « faucons » américains) qui envisagent les problèmes militaires en termes d'affrontement permanent entre l'impérialisme et la révolution sont des réalistes au niveau historique. Pour répondre à Ailleret, nos atlantistes « de gauche » se gardent bien de dire : « la coexistence pacifique, c'est du chloroforme providenciel pour la classe ouvrière, et demain la guerre sépara les blocs d'Etats selon la nature sociale de classe de leurs régimes, donc l'U.R.S.S. redeviendra l'ennemi, fût-ce en dépit d'elle et de nous, et c'est pourquoi nous n'envisageons de quitter l'Alliance atlantique que dans la mesure où sa relève sera assurée par un bloc capitaliste européen armé jusqu'aux dents et modifiant ainsi seulement les rapports de trop étroite subordination avec le géant des U.S.A. dans le cadre de la solidarité inter-impérialiste. » Les

Mitterrand et autres Mollet, s'ils nous fournissent tous les éléments de cette réponse, ne la formulent pas avec cette franchise qui troublerait leur dialogue avec leurs dupes volontaires du B.P. du P.C.F.

Aussi Ailleret et son inspirateur (ou co-auteur) peuvent-ils apparaître comme les véritables garants de la paix et de l'indépendance dans leur critique des mécanismes du Pacte atlantique, instrument de la soumission militaire des impérialistes secondaires sous la houlette américaine (« Nos forces seraient ainsi devenues des sortes de travailleurs français des armées américaines, intégrés dans un système dont nous aurions constitué un point de parties terre à terre, les parties évoluées, puissantes par nature et par conséquent considérées comme nobles, étant américaines. » - p. 1925). Il est vrai, en effet, que ce Pacte atlantique, ouvrant la guerre froide, à l'époque de l'affaiblissement maximum de l'Europe, dans une fausse démocratie offerte par le bon grand allié U.S., ont vu sa tutelle se faire plus lourde, plus impatiente et exigeante au fur et à mesure que les Etats capitalistes européens voyaient reître leur opulence jusqu'au point de concurrencer leur protecteur d'outre-Atlantique, dans le même temps où celui-ci devait faire le plus gros des frais matériels et humains du gendarmement sanglant du monde.

A ce point, la politique gaulliste exposée par le général Ailleret se ramène au classique chantage du faible à l'égard du fort attachés tous deux à la même tâche obligatoire : « Puisque tu es si fort et que tu veux m'imposer tes décisions unilatérales, débrouille-toi donc tout seul ! » Le fort grince des dents, mais ne peut s'arrêter. Sa responsabilité lui interdit de retourner le chantage.

Les bourgeois anti-gaullistes d'Europe, les plus « mo-

ralement choqués » par le chantage gaulliste, n'en profitent pas moins de son jeu. Il est caractéristique, par exemple, que les pays d'Europe n'ont pas de corps expéditionnaire (même symbolique) au Vietnam comme ils en avaient en Corée. Wilson et Willy Brandt doivent une fière chandelle à de Gaulle.

Cependant, il est vrai qu'il ne s'agit là que de classiques rivalités inter-impérialistes qui prennent seulement leur caractère original du fait de la suprématie absolue de l'impérialisme américain, ce qui est sans précédent dans l'histoire. Et il n'est même pas besoin d'évoquer le terme de la disparition de de Gaulle pour comprendre que tout changerait très vite en cas de recrudescence mondiale de la révolution et du déclenchement du mécanisme d'un conflit général.

Reconnaître le caractère favorable, pour le mouvement ouvrier, de ces rivalités qui affaiblissent nos ennemis communs, cela n'est pas du gaullisme de gauche, comme voudrait le faire croire la « gauche respectueuse ». C'est elle qui fait fi de l'anti-gaullisme de droite, par inoculation d'un vague pacifisme, nourri de bavardage sur la coexistence pacifique, dans son atlantisme fondamental (voir Mitterrand aux Etats-Unis).

Le second point faible de la démonstration du général Ailleret concerne la justification de l'armement atomique national. Nous en avons déjà, par le passé, analysé les données (en particulier, l'Internationale, janvier 64, « l'arme atomique et le club Jean-Moulin »). L'équilibre de la terreur est réalisé par l'égalité des deux superpuissances U.S.A. et U.R.S.S. La Chine mise à part, que son immensité assure d'une relative sécurité, et dont l'armement nucléaire est justifié à la fois par la menace directe qui pèse sur elle et par le fait qu'elle ne peut